



## Cisjordanie : la répression armée et le nettoyage ethnique par l'occupant n'auront pas raison de la résistance du peuple palestinien

Face à la récente déferlante de brutalité meurtrière de l'armée israélienne en Palestine, et en particulier à Jénine (nord de la Cisjordanie), les organisations signataires rappellent leur solidarité inconditionnelle et permanente avec le peuple palestinien qui lutte face à la puissance coloniale israélienne.

Alors que nous commémorons les 75 ans de la Nakba, l'année 2023 s'annonce déjà comme l'une des plus meurtrières pour le peuple palestinien.

L'armée d'occupation israélienne a lancé une attaque d'une barbarie inouïe contre la ville de Jénine et le camp de réfugiés qu'elle abrite. Cette opération militaire, d'une ampleur plus vue depuis 20 ans, est l'énième opération de destruction planifiée de la présence palestinienne en Cisjordanie. Les morts et fuites qu'elles provoquent vont de concert avec la promotion active de l'expansion des colonies illégales dans la même zone par le gouvernement israélien.

Malgré les innombrables rappels à l'ordre des Nations-Unies, la puissance occupante israélienne continue à violer quotidiennement le droit international en détruisant en Palestine tout ce qu'elle veut, où elle le veut et quand elle le veut.

Alors que plusieurs milliers de soldats israéliens se déchaînaient sur le camp de réfugiés de Jénine, que des bulldozers rasant tout ce qu'ils touchent et que des snipers tuent avec méthode, les conséquences humanitaires de cette politique de nettoyage ethnique sont évidentes.

Et les conséquences sociales et économiques de l'apartheid, ainsi que celle de l'interdiction d'accès à des routes et zones pour les travailleuses et travailleurs et palestiniennes le sont tout autant. Le [dernier rapport de l'OIT](#) consacré à la question rappelle que « *les travailleurs palestiniens continuent à souffrir d'une occupation enracinée et en expansion. La circulation des personnes et des biens reste limitée, les droits des travailleurs sont toujours bafoués et la création d'emplois est toujours entravée. Le manque de moyens de subsistance persiste et le chômage et la pauvreté restent élevés. Actuellement, 2,1 millions de personnes, soit près de 40 % de la population [de Palestine], ont besoin d'une aide humanitaire* ».

Certaines zones, comme Gaza et Jénine, souffrent encore plus des conséquences de l'oppression coloniale. Le taux de chômage, de misère et de désespoir qui y règnent sont les conséquences logiques des décisions politiques de l'occupant. Comme le souligne encore le rapport de l'OIT, si la pauvreté et l'érosion des salaires des travailleurs et travailleuses palestiniens sont encore accentués par l'inflation galopante, l'origine du problème tient au fait que « *la jouissance par les travailleurs palestiniens de leurs droits, y compris ceux énoncés dans l'ensemble des normes internationales du travail, est empêchée par les conséquences économiques et sociales de l'occupation* ».

Le colonialisme est un attribut habituel du capitalisme, qui ne peut toutefois prospérer et se transformer en système que s'il bénéficie de la passivité internationale.

Si l'excellent travail de recherche et de documentation effectué par les Nations-Unies mène régulièrement à la dénonciation des atrocités de la colonisation israélienne, ce n'est que l'utilisation décidée et répétée de ces

instruments par les Etats, organisations internationales et interlocuteurs sociaux qui permettra d'arrêter la destruction programmée de la Palestine.

Les organisations signataires, conscientes de la nécessité de mettre fin à l'occupation comme premier élément de solution, appellent donc à exercer les pressions politiques, économiques et diplomatiques nécessaires pour :

- Mettre fin à la destruction en cours de la Palestine ;
- Démanteler le mur de séparation illégal ;
- Lever toutes les restrictions à la liberté de circulation des Palestiniennes et Palestiniens ;
- Lever l'embargo sur Gaza ;
- Appliquer intégralement les résolutions des Nations-Unies sur le droit au retour des réfugiés, la fin de l'occupation militaire et la fin des colonies illégales

*Organisations signataires :*

- *FGTB Centrale Générale (Belgique)*
- *FGTB Métallos Wallonie-Bruxelles (MWB) (Belgique)*
- *DISK Birleşik Metal İş (Turquie)*
- *CCOO de Industria (Espagne)*
- *Unite the Union (Royaume-Uni)*
- *CGT Fédération Nationale des Salariés de la Construction, du Bois et de l'Ameublement - FNSCBA (France)*
- *CGT Fédération Nationale Mines-Energie – FNME (France)*
- *CGTP-IN Fiequimetal (Portugal)*